

Plateforme Genre et développement

Note d'information sur les activités de la Plateforme, décembre 2016

Présentation de la Plateforme Genre et développement

La Plateforme Genre et développement est une initiative du ministère des Affaires étrangères et du Développement international, visant à favoriser la concertation entre pouvoirs publics et acteurs-trices de la société civile sur les enjeux Genre et développement. La Plateforme GED rassemble des représentant-es des familles d'acteurs : pouvoirs publics (MAEDI, AFD, ministère des Droits des femmes...), institutions (OCDE, HCEFH), organisations de solidarité internationale (OSI), associations de solidarité internationale issues des migrations (ASIM), collectivités territoriales, milieux de la recherche et universitaires, élu-es et parlementaires. La Plateforme contribue au suivi de la mise en œuvre du Document d'orientation stratégique Genre du MAEDI¹, anime des échanges d'expériences, produit des notes et recommandations thématiques.

La Plénière du 14 octobre 2016

La réunion plénière du 14 octobre 2016 a marqué la reprise des travaux de la Plateforme pour la période septembre 2016 - juillet 2017. Jumelée à un séminaire réunissant les correspondant-es genre du MAEDI le 13 octobre, cette plénière a rassemblé près de 130 personnes ou organisations. L'importance et l'actualité d'une approche de genre dans le développement et la coopération française a été rappelée par le MAEDI (Elisabeth Claverie de Saint-Martin, Directrice adjointe (DGM/DDD), Anne-Charlotte Dommartin, Sous-directrice adjointe (DGM/DDD/HUMA).

La présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, Danièle Bousquet, a présenté l'évaluation annuelle menée par le Haut Conseil de la mise en œuvre du Document d'orientation stratégique Genre et développement 2013-2017 du MAEDI, qu'elle a remis au secrétaire d'Etat André Vallini². Parmi les recommandations formulées : confirmer l'objectif de la France d'atteindre 50% d'engagements bilatéraux marqués genre en 2017, en intensifiant l'intégration transversale du genre (marqueur 1 de l'OCDE) ; renforcer et élargir l'appropriation de la perspective de genre : réaffirmer le portage politique en interne, étoffer les équipes de coordination et le réseau de référent-es, intensifier l'effort de formation au-delà des actions de sensibilisation, mobiliser les opérateurs sous tutelle, soutenir les associations françaises spécialisées sur les questions d'égalité femmes-hommes ; s'assurer de sa bonne articulation avec la stratégie attendue sur les Droits sexuels et reproductifs.

M. Vallini a rappelé la priorité accordée au genre, gage de l'efficacité et de l'atteinte des droits humains, traduite par exemple par la mise en place de 141 correspondant-es genre dans le ministère et du document de stratégie « L'action extérieure de La France sur Les enjeux de population, de droits et santé sexuels et reproductifs pour 2017-2020 »³. Il a confirmé que l'ordre du jour du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) comporterait une inscription de la stratégie genre à partir de 2018⁴.

¹ Stratégie GED du MAEDI :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Strategie_Genre_Dev_2013_FR_VD_PageaPage_cle0cd62a-1.pdf

² Discours de la présidente du HCE et téléchargement du rapport d'évaluation : <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/enjeux-europeens-et-internationaux/actualites-21/article/remise-du-2e-rapport-d-evaluation>

³ Stratégie du MAEDI sur les droits et santé sexuels et reproductifs :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/dssr_fr_cle0b152c.pdf

⁴ Le relevé de décision du CICID du 30/11/16 indique que « La France adoptera en 2018 une nouvelle stratégie genre, approfondissant son engagement en faveur de la prise en compte des questions de genre dans tous ses instruments de développement, afin de favoriser l'autonomisation et l'égalité de droits pour les femmes et les filles, qui sont des

Après ces introductions, une première table ronde a réuni plusieurs institutions, avec notamment une présentation par l'OCDE de l'évolution des marqueurs genre⁵ et des outils en ligne, comme SIGI⁶ qui comporte 160 notes pays et une base de données sur les égalités femmes-hommes et le Wikigender, désormais adapté en français⁷. En visioconférence de Bruxelles, Jean-Louis Ville Chef d'unité gouvernance, démocratie, égalité femmes-hommes et droits de l'Homme, Commission européenne a présenté le 2ème plan d'action de l'UE sur le genre pour la période 2015-2020, qui comporte quatre axes : protection et promotion des droits ; promotion de l'autonomisation des femmes (volet économique ; participation des femmes aux instances de décisions politiques ; changement institutionnel pour répondre aux limites constatées. Une autre visioconférence a été animée avec Yannick Glémarec, Directeur exécutif adjoint aux politiques et programmes d'ONU Femmes sur l'importance d'une approche transversale du genre dans les Objectifs de développement durable.

Enfin une deuxième table ronde a réuni des acteurs de la société civile : organisations de solidarité internationale, associations de solidarité internationale issues des migrations, réseaux multi-acteurs régionaux, collectivités territoriales (Association française du conseil des communes et régions d'Europe), témoignant de leurs avancées dans la prise en compte du genre au niveau institutionnel (recherche de parité aux instances décisionnelles, formation des membres) et dans les projets. Le programme triennal de Coordination Sud de renforcement des capacités des ONG en genre, financé par l'Agence française de développement a été présenté. De nouveaux outils ont été mis à disposition, comme la brochure pédagogique d'Adéquations « Pour l'égalité des femmes et des hommes, questionner les masculinités »⁸.

L'après-midi, trois ateliers simultanés ont été proposés :

• **Prendre en compte le genre dans les enjeux climatiques, animé par CARE France et Enda Europe**

Cet atelier a fait le point sur l'intégration du genre dans les politiques climatiques, processus qui se développe depuis près de 15 ans, avec une série de décisions sur l'égalité des sexes et la participation des femmes, l'approche de genre dans les financements climat, l'adaptation et le renforcement des capacités. La COP de 2014 a débouché sur le programme de travail de Lima sur l'égalité des sexes. L'Accord de Paris adopté à la COP21 comporte l'égalité femmes-hommes comme principe dans son préambule, ainsi que dans les articles sur l'adaptation et le renforcement des capacités. L'atelier a discuté de la participation de membres de la Plateforme GED à la COP22 au Maroc, sur la base du document de plaidoyer issu des travaux du groupe de travail Genre et climat de la Plateforme⁹. Un side event multi-acteurs « Genre, action climatique et finances vertes : de nouvelles alliances pour une action efficace contre le changement climatique et un accès facilité aux financements climat » sera organisé le 14 novembre dans l'espace société civile à la COP22.

actrices majeures du développement durable. La nouvelle stratégie sera évaluée annuellement par le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes. Elle mettra également en œuvre de manière ambitieuse sa nouvelle stratégie sur les enjeux de population, les droits et la santé sexuels et reproductifs. »

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/autres-evenements-et-actualites-2016-sur-le-theme-du-developpement/article/comite-interministeriel-de-la-cooperation-internationale-et-du-developpement-30>

⁵ <http://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement>

⁶ <http://www.genderindex.org>

⁷ <http://www.wikigender.org/fr>

⁸ téléchargeable <http://www.adequations.org/spip.php?article2437>

⁹ <http://www.genre-developpement.org/wp-content/uploads/2016/10/Elements-cle%CC%81-COP22-GT-Genre-et-Climat-16052016.pdf>

• La stratégie genre du MAEDI, après 2017, animé par le MAEDI et Aster-International

Cet atelier a jeté les bases du futur travail de la Plateforme GED en 2017 en vue d'une contribution à l'élaboration par le MAEDI d'une suite de la stratégie Genre. Une des recommandations de l'évaluation du HCE est « d'anticiper l'achèvement de la stratégie en 2017 en traçant les lignes directrices d'une démarche holistique et transformative, faisant de la perspective de genre et de l'objectif d'égalité l'un des principaux leviers d'une aide au développement efficace. L'atelier a permis aussi de présenter la note de recommandations élaborée par le groupe de travail Genre et jeunesse de la Plateforme GED¹⁰, qui fait des propositions pour opérationnaliser le document d'orientation « L'action extérieure de la France pour la Jeunesse » (MAEDI, 2015) dans une approche de genre, de réduction des inégalités femmes-hommes et filles-garçons. Les participant-es à l'atelier ont souligné l'importance de transversaliser le genre dans tous les documents stratégiques et pratiques du ministère et de l'AFD.

• Prendre en compte le genre dans les Objectifs de développement durable et leurs indicateurs, animé par Adéquations, avec la participation de WECF

Selon l'introduction au Programme de développement durable pour 2030 adopté par les Nations unies en septembre 2015, « réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles apportera une contribution capitale à la réalisation de l'ensemble des objectifs et des cibles ». Les cibles et indicateurs de l'ODD n°5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » ont été présentés, ainsi que les aspects de genre sur lesquels on peut s'appuyer dans d'autres ODD : éliminer la pauvreté, la faim, santé, éducation, eau et assainissement, villes et établissements humains... Différents participant-es ont fait part de leurs expériences sur le terrain, montrant que le niveau d'information et d'appropriation dans les pays est très variable et que de nombreuses interrogations existent sur les processus d'élaboration des stratégies de mises en œuvre des ODD et sur la façon dont elles pourraient mieux prendre en compte le genre, par exemple en favorisant la participation des organisations de la société civile spécialisées.

Perspectives

Un compte-rendu plus complet de ces ateliers ainsi que de l'ensemble de la plénière sera disponible début 2017. Un bilan de la participation à la COP22 est également en cours. Une nouvelle plénière de la Plateforme Genre et développement sera programmée au premier trimestre 2017. Il est envisagé un focus sur les enjeux genre et recherche, dans l'optique de rapprocher les actions de terrain et la recherche, notamment francophone, en lien avec différents programmes actuellement menés notamment sur Genre, biodiversité, agroécologie, climat. L'objectif est de remobiliser progressivement les différentes familles d'acteurs de la Plateforme, sachant que pour la plénière du 14 octobre un effort avait été fait pour inciter les collectivités territoriales ainsi que les réseaux multi-acteurs en région à venir. Elaborée en vue de la plénière du 14 octobre, une fiche de recueil de pratiques sera diffusée auprès des participant-es et d'autres acteurs afin de recueillir du matériel pour enrichir la prochaine plénière.

Contact : coordination@genre-developpement.org

MAEDI : ouafae.sananes@diplomatie.gouv.fr

Adéquations (mission d'appui à l'animation) : ynicolas@dequations.org

Site : <http://www.genre-developpement.org>

Listes de discussion des groupes de travail :

climat@genre-developpement.org ; jeunesse@genre-developpement.org

¹⁰ Recommandations du groupe de travail Genre et jeunesse, lecture en ligne et téléchargement : <http://www.adequations.org/spip.php?article2478>